

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/En-bref-56207>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°83 > **En bref...**

6 avril 2020

En bref...

Quand la Cour des comptes met son nez dedans...

Dans un rapport publié cet été, la Cour des comptes demande notamment de la transparence et la réévaluation des coûts du stockage et d'entreposage des déchets. Par ailleurs, elle indique que les investissements se sont chiffrés à 255 millions d'euros entre 2014 et 2017 pour les sites majeurs d'entreposage ; une somme qui pourrait grimper à 1,4 milliard d'euros sur la période 2018-2030, puis culminer à 3 milliards d'euros entre 2030 et 2050. S'y ajoutent les coûts de reconditionnement, pour raison de sûreté des déchets radioactifs dits 'anciens', soit 7,8 milliards d'euros au 31 décembre 2017. Toujours d'après l'institution, *"le total des charges brutes futures de gestion des matières et déchets radioactifs ainsi que des combustibles usés s'élève, fin 2017, tous exploitants confondus, à 69 milliards d'euros"*. Des charges qui ont bondi d'environ 40% par rapport à 2013. La question économique et financière de l'aval de la filière nucléaire française ne peut être ignorée.

Un Cigéo en Chine ?

La Chine aurait déjà choisi le site de Gansu pour implanter un laboratoire de recherche afin de stocker ses déchets hautement radioactifs en couche géologique profonde. Une fois le laboratoire construit, les scientifiques et ingénieurs s'attèleront à confirmer le choix de l'implantation. Notons qu'une douzaine de pays travaillent ou ont travaillé sur des projets type Cigéo mais que la plupart les ont abandonnés.



© AdobStock

Fin du débat public sur les déchets : action pour l'arrêt du nucléaire

Le mercredi 25 septembre à Paris, la réunion de restitution du débat public sur les déchets s'est tenue au Ministère de la transition écologique et solidaire. Une cinquantaine de personnes ont mené une action visuelle et ont donné de la voix afin faire entendre les arguments pour un arrêt du nucléaire. Greenpeace France, RadiAction, Yosomono, le comité de soutien Bure parisien et le Réseau "Sortir du nucléaire" ont rappelé : *"Tout au long de ce débat sur le PNGMDR, nous — personnes, associations et collectifs — nous sommes impliqués à notre manière, soit en participant, soit en boycottant la procédure, voire en chahutant les séances. Ensemble, nous affirmons que la meilleure solution pour gérer des déchets intrinsèquement ingérables, celle qui relève du bon sens, la seule qui vaille, c'est de tarir leur production en enclenchant une sortie du nucléaire."* Les trouble-fêtes ont gentiment interpellé les participants en les incitant à prendre leur fût de déchets radioactifs.

EDF veut réutiliser des matériaux très faiblement radioactifs

Aujourd'hui, les déchets nucléaires dits "très faiblement actifs" (TFA) sont stockés dans un centre situé dans l'Aube déjà rempli à 50 % selon EDF. EDF souhaite changer la gestion de ces déchets et prévoit de les recycler. Et oui le démantèlement futur du parc nucléaire produira 225 000 tonnes de matériaux métalliques TFA que l'entreprise ne sais pas où stocker !

En Belgique aussi le stockage des déchets pose problème

Le bunker de stockage de Dessel pour les déchets faiblement radioactifs est pratiquement plein. Avec 50 000 fûts, il n'y a plus de place pour les déchets des prochaines années.

Des militants interdits d'approcher des convois de déchets

Pour rendre visibles les transports de déchets radioactifs des militants de Greenpeace aspergent un convoi ferroviaire de peinture orange à Vierzon (18) et un semi-remorque en Île-de-France. Résultat : le tribunal de grande instance de Paris, saisi par deux filiales d'Orano, a interdit aux militants de l'ONG de s'approcher à moins de 250 mètres des transports de déchets nucléaires jusqu'à la fin du débat PNGMDR, le 25 septembre. *“Cela signifie qu'à minima, l'ensemble des salariés et des bénévoles ne pourront pas se rendre dans une gare sans risquer de croiser un train chargé d'uranium de retraitement (...) ou de prendre la route des vacances sans croiser un camion de déchets nucléaires”*, écrit Greenpeace dans un communiqué de presse.